

PROGRAMME

CONSTRUIRE UNE INDUSTRIE FINANCIÈRE AFRICAINNE DE CLASSE MONDIALE : UNE OPPORTUNITÉ À 1 500 MILLIARDS DE DOLLARS

FONDATEUR



ORGANISATEUR



CO-HOST



Cérémonie d'ouverture

Speakers

- Ramatoulaye GOUDIABY / Directrice, Africa Financial Industry Summit (AFIS)
- Sérgio PIMENTA / Vice-Président pour l'Afrique, Société Financière Internationale (SFI)
- S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBÉ / PRESIDENT , REPUBLIQUE TOGOLAISE

OPENING PANEL | Construire une industrie financière africaine de classe mondiale : Une opportunité à 1 500 milliards de dollars

Les plus grandes institutions financières d'Afrique ont su jusqu'à présent résister au resserrement monétaire mondial et à l'inflation écrasante qui paralyse les marchés mondiaux. Profitant du départ des principaux acteurs internationaux, ces champions africains ont maintenant une occasion historique d'étendre leur influence régionale. Mais pour ce faire, banques, assureurs et marchés de capitaux du continent doivent surmonter une charge d'intérêt croissante sur la dette publique africaine, une urgence climatique de plus en plus pressante, un resserrement des financements internationaux et des variations réglementaires sur les marchés africains. Comment les gouvernements et les champions continentaux peuvent-ils débloquer ce qui pourrait être une opportunité de 1 500 milliards de dollars pour étendre la pénétration des banques, des assurances et des marchés de capitaux ?

Points de discussion

- Sorties des banques internationales : Comment les institutions financières africaines peuvent-elles saisir les opportunités, maintenir des liens mondiaux et inspirer la confiance internationale ?
- Réglementations panafricaines : Dans quelles mesures l'harmonisation des réglementations financières peut-elle participer à la concrétisation de la ZLECAF ?
- Sécurité alimentaire et transition climatique : Comment attirer les capitaux à long terme africains et internationaux ?

Speakers

- Patty KARUAIHE-MARTIN / Directrice Générale, Namibia National Reinsurance Corporation
- Sérgio PIMENTA / Vice-Président pour l'Afrique, Société Financière Internationale (SFI)
- Marufatu Abiola BAWUAH / CEO UBA Afrique, United Bank For Africa (UBA)
- Jules NGANKAM / Directeur Général Group, African Guarantee Fund

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste économique, CGTN Afrique, CGTN/Bloomberg

CONVERSATION WITH | Jeremy AWORI, CEO du groupe, Ecobank & Serge Ekué, Président, BOAD

Le groupe Ecobank de Jeremy Awori et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) de Serge Ekué sont des moteurs essentiels de l'économie panafricaine. Ces deux géants de la finance africaine ont enregistré une croissance substantielle de leurs bénéfices nets dans un contexte de retrait des banques internationales, de ralentissement du financement mondial et de volatilité des devises. Alors qu'Ecobank entend devenir la banque de paiement par excellence et que la BOAD, quant à elle, augmente sa capacité de financement pour soutenir le secteur public et privé de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Plan stratégique Djoliba 2021-2025), les deux leaders discuteront des moyens permettant de faire face à l'instabilité macroéconomique persistante et au resserrement des financements au niveau mondial.

Speakers

- Jeremy AWORI / Group CEO, Ecobank
- Serge EKUÉ / Président, Banque Ouest Africaine De Développement (BOAD)

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste économique, CGTN Afrique, CGTN/Bloomberg

ÉTAT DE L'INDUSTRIE | Baromètre de l'Industrie Financière Africaine 2023

Deloitte et l' Africa Financial Industry Summit – AFIS dévoilent les résultats du 3ème Baromètre de l'Industrie Financière Africaine. De la perception du secteur sur les progrès de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) à l'introduction des monnaies numériques par les banques centrales (CBDC), en passant par la question de l'intégration des femmes dans les conseils d'administration, ce rapport annuel fournit une analyse globale des modèles économiques, de gouvernance et la réponse face aux réglementations des banques, des assureurs, des fintechs et des acteurs du marché des capitaux sur l'ensemble du continent.

Speakers

- Adama Aristide OUATTARA / Financial Industry Leader, Deloitte Afrique

Modérateur

- Ramatoulaye GOUDIABY / Directrice, Africa Financial Industry Summit (AFIS)

STRATEGIC ROUNDTABLE | Mobile Money : Résister au choc du renchérissement des coûts et saisir les opportunités ??

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Augmentation des coûts opérationnels, concurrence des fintechs, taxe directe (e-levy) sur les services. Face à ces pressions, un nombre croissant d'opérateurs de mobile money augmentent leurs tarifs alors même que la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs limite leur marge de manœuvre. En Côte d'Ivoire, confrontés à l'ire de leurs clients, Orange et Moov ont dû renoncer à ces hausses en début d'année. Cette table ronde à huis-clos réunira Ministres des finances, opérateurs de mobile money, fintechs, spécialistes de la cybersécurité pour formuler des recommandations sur ces grands enjeux : comment les telco peuvent-ils adapter leur business model face aux pressions des consommateurs ? Quelles pistes de négociation avec les Etats alors que plus de 10 pays Africains envisagent d'instaurer une e-levy ?

Points de discussion

- TVA, droit d'accise, taxes directes sur les paiements : comment élargir l'assiette fiscale sans pénaliser l'inclusion financière des plus vulnérables ?
- Inflation, fiscalité, fintech, rémunération des agents : comment les opérateurs de mobile money doivent-ils faire évoluer leur stratégie prix ?
- Fraude à la commission, hameçonnage, piratage, échange de SIM : quelles solutions face à la recrudescence des arnaques ?

Invités d'honneur

- Coura Carine SENE / Directrice Régionale UEMOA, Wave Mobile Money
- Hermann Eric AHOUCHE / Directeur Mobile Money, Huawei Northern Africa

Modérateur

- Joseck MUDIRI / Co-responsable des services financiers numériques en Afrique, IFC

STRATEGIC ROUNDTABLE | Taxonomie verte : L'entrée en jeu de l'Afrique ?

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Lancée en avril 2022, la South African Green Finance Taxonomy est la première et unique taxonomie nationale africaine. Lors de la précédente édition de l'AFIS, de nombreux participants ont souligné la nécessité de mettre en place d'autres taxonomies de ce type, adaptées aux contextes africains. Mais avec des dizaines de taxonomies mondiales déjà existantes, les nations africaines devraient-elles développer leurs propres normes nationales si elles risquent de ne pas être reconnues par les fournisseurs étrangers de financement durable? Alors que très peu d'entreprises sud-africaines se sont conformées à la taxonomie, surgit un second enjeu : pourquoi les entreprises africaines devraient-elles se donner la peine de s'aligner ? Une table ronde réunissant DFI et entités commerciales discute de la conception d'une taxonomie harmonisée qui pourrait attirer le secteur privé.

Points de discussion

- Taxonomie internationale, nationale ou à l'échelle de l'Afrique : Quelle approche serait à la fois bénéfique pour le développement de l'Afrique et acceptée par les IFD et autres bailleurs de fonds durables ?
- Faire en sorte que les taxonomies comptent : Comment les DFI peuvent-elles s'assurer que l'alignement des taxonomies soit attrayant pour les entreprises africaines ?
- Simplification, contextualisation, accessibilité : Quelles leçons peut-on tirer du manque d'utilisation des financements verts en Afrique du Sud ?

Invités d'honneur

- Jean-Jacques GOLOU / Directeur Général, Coris Bank International Benin
- Maimouna GUEYE / Spécialiste senior du secteur financier, The World Bank
- Rachael ANTWI / Responsable développement durable et ESG groupe, Ecobank
- Anthony OSIJO / CFO, Bboxx

Modérateur

- El-Hadj-Moustapha IBRAHIM MALLOUM / Directeur Régional Adjoint Afrique de l'Ouest, PROPARCO

Conversation With : S.E. Wale EDUN, Ministre des Finances, Ministre coordinateur de l'Economie, République Fédérale du Nigéria

Speakers

- H.E. Wale EDUN / Ministre des Finances, Ministre coordinateur de l'Economie, République Fédérale du Nigéria

Modérateur

- John EVERINGTON / Rédacteur en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique, The Banker

PANEL | Prime de risque : Comment alléger le fardeau de l'Afrique ?

Les gouvernements d'Afrique subsaharienne paient jusqu'à 2,1 % de plus que les autres pour emprunter sur les marchés financiers internationaux, tandis que les projets et les actifs du secteur privé financés par des capitaux internationaux subissent aussi régulièrement une « prime de risque africaine ». L'augmentation des emprunts publics et privés ces quinze dernières années, couplée à la hausse des taux d'intérêt, menacent la viabilité de la dette souveraine et la croissance économique. Selon de récentes études, les bouleversements mondiaux et les idées préconçues sur l'Afrique ont entraîné une prime disproportionnée sur le coût du capital. Comment gouvernements africains et secteur privé peuvent-ils s'assurer que la perception des prêteurs est en phase avec le prix réel du capital ?

Points de discussion

- Prime de risque : traitement inéquitable des agences de notations ou surcoût justifié ?
- Transparence : comment l'accès à des données gouvernementales plus précises et plus exhaustives peut-il réduire la prime de risque de l'Afrique ?
- Prêteurs institutionnels africains : recours salutaire pour atténuer le supplément de risque ?

Speakers

- Aklesso Y. Jonas DAOU / CEO & Président, ZENER
- Michael JONGENEEL / CEO, FMO
- Dr. Uzziel NDAGIJIMANA / Ministre des Finances et de la Planification Economique, Republique du Rwanda

Expert

- Yvonne MHANGO / Économiste pour l'Afrique, Bloomberg Economics

Modérateur

- Aruoture ODDIRI / Journaliste présentateur, Arise Media Group

STRATEGIC ROUNDTABLE | Gestion du risque de change : un remède à la crise de la dette africaine ?

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Dollar américain fort, hausses des principaux taux directeurs mondiaux et cours de change défavorables augmentent le service de la dette publique en Afrique, au détriment des secteurs essentiels. Un phénomène amplifié pour nombre de pays dont la dette est majoritairement libellée en devises étrangères. Les instruments de couverture (swaps de devises, contrats de change à terme), conçus pour renforcer la confiance dans les marchés financiers locaux car ils permettent de rembourser la dette en monnaie nationale, restent au demeurant méconnus. Lors de cette table ronde à huis-clos, membres de gouvernements, banques commerciales et IFD émettrices de prêts souverains échangent avec des prestataires de services de couverture sur les stratégies pour réduire le risque de la dette et en améliorer la viabilité.

Points de discussion :

- Quelles sont les causes des risques de change en Afrique et comment survivre à la crise actuelle ?
- Monnaies locales synthétiques et couverture : Comment les États peuvent-ils tirer parti d'outils sous-utilisés pour gérer la dette extérieure ?
- Onshore et offshore : développer les marchés de capitaux grâce aux obligations libellées en monnaie locale

Invités d'honneur

- Ripert BOSSOUKPE / Secrétaire Général, AMF-UMOA
- Aminatou NJIKAM / Directrice Corporate et Institutionnel, AFG Holding
- Michael AVOU / Responsable Salle des Marchés Afrique Subsaharienne, Société Générale
- Martin HABEL / Manager, Treasury Client Solutions EMEA, IFC
- Othman BOUKRAMI / Directeur général adjoint et directeur des investissements, TCX

Modérateur

- Adama Aristide OUATTARA / Financial Industry Leader, Deloitte Afrique

KEYNOTES | Women in Finance : Rebattre les cartes de la finance traditionnelle

A travers une série d'allocutions, cinq dirigeantes influentes expliquent comment elles repoussent les limites pour remodeler les services financiers sur le continent. Avec 18,1 % des postes de direction occupés par des femmes dans l'industrie financière, l'Afrique peut se targuer d'avoir le chiffre le plus élevé au monde dans le domaine. Nombre d'entre elles bousculant le statu quo dans des domaines tels que les paiements transfrontaliers et l'assurance numérique, et ce contre toute attente.

Speakers

- Rose Kayi MIVEDOR / Ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, République Togolaise
- Delphine TRAORE / CEO General Insurance, SanlamAllianz
- Patty KARUAIHE-MARTIN / Directrice Générale, Namibia National Reinsurance Corporation
- Marieme DIOP / Chargé d'Investissement Senior, IFC
- Buhle GOSLAR / Membre du Board, Copia Global

Modérateur

- Coralie LOLLIOT / Directrice de Women Working for Change (WFC), Africa CEO Forum

Closing remark

- Mustafa RAWJI / CEO, Rawbank

Side Event African Guarantee Fund -AGF : La garantie de l'AFAWA pour la croissance : Réduire les risques de financement de l'entreprenariat féminin

AGF et l'équipe de l'Africa Financial Industry Summit sont honorés d'organiser le **Side Event** exclusif : « **LA GARANTIE DE L'AFAWA POUR LA CROISSANCE : RÉDUIRE LES RISQUES DE FINANCEMENT DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ** ».

AFAWA, acronyme en anglais pour Affirmative Finance Action for Women in Africa, est une initiative panafricaine qui vise à combler le déficit de financement, estimé à 42 milliards de dollars, qui affecte les femmes entrepreneures en Afrique. L'évènement sera dédié au financement des femmes entrepreneures en Afrique de l'Ouest, et les stratégies de réduction du risque de leurs entreprises.

Cette session privée aura lieu le **mercredi 15 novembre (à partir de 14h00)** et prendra la forme d'un Panel de discussion bilingue (anglais et français), organisé dans la salle PULA de l'Hôtel du 2 Février. Des décideurs, des experts du secteur financier, des entrepreneurs, partageront leurs connaissances et leurs perspectives au cours d'une conversation stimulante.

Speakers

- Delphine TRAORE / CEO General Insurance, SanlamAllianz
- Rose Kayi MIVEDOR / Ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, République Togolaise
- Sibi LAWSON / Directrice Adjointe AGF- WA, African Guarantee Fund
- Marufatu Abiola BAWUAH / CEO UBA Afrique, United Bank For Africa (UBA)
- Coura Carine SENE / Directrice Régionale UEMOA, Wave Mobile Money
- Wilfrid ABIOLA / Représentant pays, African Development Bank

Modérateur

- Coralie LOLLIOT / Directrice de Women Working for Change (WFC), Africa CEO Forum

PANEL | La tokenisation des actifs : Une opportunité inexploitée de financement et de liquidité

Alors que le PIB de l'Afrique était évalué à 2 600 milliards de dollars en 2021, le potentiel financier des ressources du sous-sol africain, estimé à 100 000 milliards de dollars, serait supérieur au PIB mondial actuel de 87,5 milliards de dollars. La tokenisation des actifs naturels, tels que la terre, l'agriculture, le bétail et l'or, présente de nombreuses opportunités pour les institutions financières africaines. Le Nigeria envisage d'autoriser le commerce de tokens, la République centrafricaine projette de tokeniser ses ressources minérales tandis que la Banque Centrale du Zimbabwe envisage de créer une monnaie numérique adossée à l'or. Comment la finance numérique peut-elle aider l'Afrique à exploiter ce potentiel inexploré ? Quel rôle les régulateurs et les institutions financières traditionnelles peuvent-ils jouer pour saisir cette aubaine ?

Points de discussion

- Tokenisation des actifs : l'Afrique peut-elle être leader en matière de finances publiques, de financement des infrastructures et de ressources minérales ?
- Quelles actions entreprendre et quels seront les facteurs de réussite ?
- Réglementation des actifs numériques : tirer parti des meilleures pratiques mondiales et favoriser leur adoption tout en protégeant les investisseurs

Chair

- Mamadou TOURE / Fondateur & CEO, Ubuntu Group

Speakers

- Paul-Harry AITHNARD / Directeur Général d'Ecobank Côte d'Ivoire & Directeur Régional de l'UEMOA, Ecobank
- Dr. Innocent MATSHE / Gouverneur Adjoint, Reserve Bank of Zimbabwe
- Yassin BAYO / Directrice Générale, Vista Group

Expert

- Charles DE BOISRIOU / Associé & Membre du Board Afrique, Mazars

STRATEGIC ROUNDTABLE | La Course aux talents : comment séduire les jeunes pousses africaines de la tech?

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Les institutions financières africaines sont confrontées à une pénurie de professionnels hautement qualifiés dans le secteur des technologies au moment où elles effectuent une transition critique vers les outils numériques et des services d'analyses avancées. Selon certaines estimations, 4 millions de nouveaux emplois technologiques seraient nécessaires d'ici 2025, alors que la demande et la concurrence entre les acteurs financiers africains et les acteurs internationaux s'intensifient pour recruter codeurs, analystes de données, développeurs de logiciels ou encore les experts en IA. Au cours de cette table ronde, directeurs des ressources humaines et spécialistes de la technologie discuteront de la manière dont les institutions financières africaines pourraient agir de manière précompétitive pour cultiver un riche vivier de talents capable de soutenir la croissance et la transition numérique du secteur.

Points de discussion

- Recrutement précoce / Formation en interne : comment les institutions financières africaines peuvent-elles capter les meilleurs profils dès leur entrée dans le monde professionnel ?
- Dans quelles mesures secteur financier et éducatif peuvent-ils collaborer pour atteindre l'adéquation formation-emploi ?
- Sous-traitance et externalisation : et si le recours aux fintechs africaines était la solution ?

Invités d'honneur

- Affoussiata KARAMOKO-SY SAVANE / Directrice Ressources Humaines Groupe, AFG Holding
- Ghislaine SAMAKE / Directeur Général, Ecobank Guinée
- Franck ADJAGBA / Directeur Groupe Business Development, African Guarantee Fund

Modérateur

- Josiane KWENDA / Directrice pays pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo, IFC

STRATEGIC ROUNDTABLE | Révolution des paiements en Afrique: comment arriver à une économie d'échelle ?

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Alors qu'environ 90 % des transactions de paiement en Afrique se font encore en espèce, les banques commerciales pourraient accélérer les paiements numériques grâce aux services des opérateurs télécoms. Certaines banques privilégient une intégration verticale en développant leurs capacités de paiement numérique et mobile, soit par des investissements ou des partenariats avec des fintechs, soit par la mise en place de plateformes de paiement internes (comme avec KCB Pepea, Snap Scan de Standard Bank ou l'application mobile GTWorld de GT Bank). Néanmoins, cette expansion des banques en matière de paiement électronique se heurtent aux coûts de mise en place, d'entretien et d'exploitation élevés des infrastructures numériques. Cette table ronde réunissant institutions financières, fintechs et représentants du gouvernement s'interroge sur la manière dont les banques pourraient atteindre une taille critique dans le développement de solutions numérique afin de révolutionner le paysage des paiements en Afrique.

Points de discussion

- Comment concilier capacité d'innovation continue et attractivité des coûts de transaction dans le secteur des paiements ?
- Entre investissements, prise de participation et contrat de sous-traitance : quelle stratégie de partenariat entre banques et fintechs ?
- Retour sur investissements : Comment dynamiser le secteur des paiements en Afrique ?

Invités d'honneur

- Mamadou Wilane / Directeur régional, Afrique de l'Ouest et centrale, TerraPay
- Jeremy AWORI / Group CEO, Ecobank
- Aurelien DUVAL-DELORT / Fondateur / CEO, Bizao
- Edem ADJAMAGBO / Fondateur & CEO, Semoa Group

Modérateur

- Phillipa OSAKWE-OKOYE / Associé, BCG

STRATEGIC ROUNDTABLE | Attirer la diaspora africaine sur les marchés de capitaux locaux

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais

La diaspora africaine, investisseur important au service la croissance socio-économique, a transféré plus de 600 milliards de dollars en transferts de fonds vers l'Afrique entre 2010 et 2020, principalement destinés à des besoins sociaux. Cependant, leur participation aux marchés financiers africains reste limitée, en partie à cause de la méfiance quant à l'utilisation des fonds, les coûts importants de transaction et des craintes liées au retour sur investissement. Parmi les pays africains qui ont émis des obligations pour la diaspora, la plupart n'ont pas réussi à susciter l'intérêt ou n'ont connu qu'une seule émission réussie. Une table ronde réunissant des représentants d'institutions financières et de gouvernements étudie les moyens permettant de renforcer la participation de la diaspora aux marchés des obligations d'entreprises et des obligations souveraines en Afrique, afin de capter des capitaux essentiels pour soutenir l'économie réelle.

Point de discussion

- Entre succès contrastés et volontarisme : comment tirer les leçons des obligations de la diaspora émises à ce jour ?
- Une bonne gouvernance, transparence et accompagnement : Comment inspirer la confiance de la diaspora?
- Solutions de paiement, baisse des coûts de transaction et transferts de fonds sécurisés : Comment faciliter, garantir et encourager les investissements de la diaspora ?

Invités d'honneur

- Brook TAYE / Directeur Général, Ethiopian Capital Market Authority
- Nvalaye KOUROUMA / Directeur numérique groupe, Ecobank
- Sydney TEIXEIRA / Directeur Executif, Commission des Marchés de Capitaux Angola

Modérateur

- Cláudia CONCEIÇÃO / Directeur régional, Zone Sud de l'Afrique, IFC

PANEL | Autorité bancaire fédérale : L'Afrique est-elle prête ?

Les accords de Bâle I, II et III et l'Union bancaire européenne ont permis d'harmoniser les réglementations prudentielles par l'intermédiaire de l'Autorité bancaire européenne et d'assurer une supervision bancaire cohérente grâce à la Banque centrale européenne, mais il n'existe pas d'organisme de ce type pour l'Afrique. Alors que l'Afrique de l'Est envisage la création d'une commission régionale des services financiers, un tel projet semble à terme?peu probable à l'échelle continentale car jugé trop complexe et mal adapté aux systèmes bancaires de certaines régions. Pour les groupes bancaires régionaux ou continentaux, l'asymétrie réglementaire qui en découle explique la mise en œuvre divergente de Bâle III, des règles de lutte contre le blanchiment d'argent (AML) et de connaissance du client (KYC) ainsi qu'à des approches variées en matière de licences d'actifs numériques. Avec seulement 47%% des répondants au Baromètre de l'industrie financière africaine qui se disent satisfaits des efforts d'harmonisation réglementaire, une autorité continentale serait-elle la clé pour maintenir la stabilité financière des systèmes bancaires ?

Points de discussion

- Quelle est la meilleure approche en matière d'harmonisation ? les banques centrales seraient-elles prêtes à travailler avec un organisme supranational ?
- Des normes IFRS à la lutte contre le blanchiment d'argent : où les efforts d'harmonisation doivent-ils porter ?
- Centralisation des données prudentielles : comment accroître transparence, discipline de marché et confiance ?

Speakers

- Francis CHIPIMO / Gouverneur Adjoint , Bank of Zambia
- Marc GIUGNI / Directeur Général Adjoint, Société Générale Côte d'Ivoire
- Martial GOEH-AKUE / Directeur Général , Vista Bank Guinée
- Boumedienne TAYA / Gouverneur Adjoint, Banque Centrale de Mauritanie

Expert

- Adama Aristide OUATTARA / Financial Industry Leader, Deloitte Afrique

Modérateur

- Nivanne MORTAGY / Directrice régionale des opérations, Groupe des institutions financières, Afrique, IFC

HUAWEI at AFIS | Accelerate Intelligent Finance in Africa : Create New Value Together

Aujourd'hui, les technologies stimulent la transformation numérique de l'industrie financière, rendant l'application et le rôle de la numérisation et de l'intelligence dans l'industrie financière de plus en plus populaires et proéminents. Comment saisir les énormes opportunités apportées par cette transformation, construire une finance intelligente dans tous les scénarios, et rendre l'entreprise agile, intelligente, fiable et ouverte, est devenu une question clé pour la mise à niveau numérique de la finance.

Dans ce contexte et sous le thème « ACCELERATE INTELLIGENT FINANCE IN AFRICA ~ Create New Value TOGETHER », Huawei participera en tant que Diamond Sponsor à AFIS 2023 et organisera le Huawei African Intelligent Finance Summit 2023 le 15 novembre 2023 à partir de 16 heures à l'Hôtel 2 Février, Lomé – Togo. Cet événement exclusif prendra la forme d'un panel de discussion de 2 heures.

HUAWEI réunira des personnalités de premier plan, des KOL, des experts universitaires et des praticiens innovants de l'industrie financière mondiale pour discuter de la manière de tirer parti de la puissance numérique et de faciliter le développement à pas de géant de l'industrie financière africaine.

Nous continuerons à construire une plateforme mondiale ouverte, collaborative et partagée où vous pourrez.. :

- Communiquer avec les leaders d'opinion et les élites du secteur financier et échanger des idées.
- Communiquer avec les grands acteurs de l'industrie financière pour partager votre expérience.
- Communiquer avec des partenaires du secteur financier et rechercher des opportunités commerciales
- Découvrir l'innovation et l'application approfondies des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le secteur financier.

Speakers

- Gwendoline ABUNAW / Directrice Générale Cameroun et Chef De Cluster Cemac, Ecobank
- Christophe GRENIER / Regional Storage CTO Huawei Northern Africa, Huawei
- Youssef BOUKARI / CTO Datacom Solution Huawei Northern Africa, Huawei

Modérateur

- Valerie NEIM / CEO, Brazza Transactions
- El Mehdi EL JAIR / CTO régional pour les services financiers, Huawei Northern Africa Enterprise

PANEL | Mobiliser les investisseurs institutionnels nationaux : Soutenir le développement et la transition énergétique grâce aux marchés de capitaux

Les fonds souverains, de pension et d'assurance africains détiennent plus de 1 000 milliards de dollars d'actifs investis dans des obligations d'État et des actifs étrangers. Pourtant, restrictions réglementaires, instabilité monétaire, manque de projets bankables, d'expertise et de liquidités constituent des entraves qui les rendent hésitants à investir dans les marchés de capitaux locaux. En manque de profondeur, en atteste le déficit de financement annuel de 107 milliards de dollars pour financer leur développement et la transition énergétique. Comment des initiatives d'envergure telles que le projet de liaison African Exchanges Linkage Project (AELP) qui permet de connecter 7 bourses du continent peuvent-elles faire évoluer les mentalités ??

Points de discussion :

- Opportunité réelle ou excès d'enthousiasme : quel est le potentiel réel de financement des investisseurs locaux ?
- Comment adapter la répartition des risques et les réglementations aux investissements intra-africains ?
- Financement structuré, capital commun et financement mixte : quels mécanismes innovants pour attirer les capitaux locaux ?

Speakers

- Dave UDUANU / CEO, Access Pension
- Walter da Cruz PACHECO / Président du Comité exécutif, BODIVA
- Denis Charles KOUASSI / Directeur Général, IPS CNPS
- Badanam PATOKI / Président, AMF-UMOA
- Nathalie LOUAT / Directrice mondiale du financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement, IFC
- Oulimata NDIAYE DIASSE / Directrice, UMOA-Titres

Modérateur

- Gaëlle ARENSON / Rédactrice en chef, Africa Business+

STRATEGIC ROUNDTABLE | Recrudescence des risques cyber: Construire une industrie africaine de la cyber-assurance

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Les entreprises africaines, en particulier les banques commerciales sont devenues les principales cibles de cyber-attaques avec en moyenne 2164 attaques par semaine subies respectivement. Cette flambée des cyber-attaques crée un nouveau marché pour les assureurs et réassureurs du continent qui développeraient ou étendraient leurs services vers une couverture aux risques cyber. Cependant l'évolution rapide des menaces technologiques et le risque accru de pertes substantielles freinent les ambitions de ces derniers qui préfèrent se concentrer sur des services plus traditionnels. De plus les potentiels clients de cette offre préféreraient investir dans des solutions de cyber-sécurité personnalisées plutôt que d'accorder aux assureurs l'accès à leurs outils et licences. Cette table ronde réunissant des assureurs, des insurtechs et des spécialistes de la cybersécurité permettra d'échanger sur la construction d'une industrie africaine de la cyber-assurance en réponse à la prolifération des cybers-attaques

Points de discussion

- Dans quelles mesures la cyber-assurance constituerait un marché à fort potentiel pour les acteurs africains ? Quelle est la pertinence d'une offre locale face à la concurrence étrangère ?
- Comment convaincre les entreprises d'opter pour une cyber-assurance plutôt que d'investir dans une cyber-protection ?
- Comment assureurs et réassureurs africains pourraient cultiver une expertise cyber-assurance ?

Invités d'honneur

- Abenaa Kessewaa BROWN / Présidente, National Insurance Commission - Ghana
- Goodson KAPASO / Manager (Développement du marché - Supervision des pensions), The Pensions and Insurance Authority (PIA) - ZAMBIA
- Blaise Abel EZO'O ENGOLO / Secrétaire Général, CIMA
- Mabel Nana Nyarkoa PORBLEY / CEO & Directrice générale, Sanlam General Insurance
- Olivier NOEL / Associé Gérant, Mokka Capital

- Alain KANINDA / Directeur Général, Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA)

Modérateur

- Franck KIÉ / Directeur Général, Ciberobs Consulting

STRATEGIC ROUNDTABLE | Réforme du système financier international : l'Afrique est-elle enfin en position de force ?

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Début septembre 2023 lors du Sommet sur le climat à Nairobi, les chefs d'Etat africains ont proposé une nouvelle architecture financière mondiale visant à débloquer les financements dont l'Afrique a besoin pour lutter contre le changement climatique. Région la plus riche en énergies renouvelables et producteur incontournable des métaux critiques de la transition énergétique, elle est en position de force pour apporter des solutions mondiales à l'urgence climatique. Mais comment baisser le coût d'emprunt du capital (5 à 8 fois supérieur que dans les pays riches) et mobiliser davantage de financement privé, alors que le continent est le moins émetteur de CO2 mais le plus vulnérable?? Cette table ronde à huis-clos réunissant membres de gouvernements, IFD, banques multilatérales de développement et privées examine les mesures prioritaires pour réformer le système de Bretton Wood en faveur de l'Afrique.

Points de discussion?

- Marchés carbone, métaux critiques, industrialisation durable : quelles mesures gouvernementales pour libérer le potentiel vert de l'Afrique??
- Droits de tirage spéciaux, échanges dette contre nature, taxation carbone?: comment faire évoluer le FMI et la Banque Mondiale ?
- Finance mixte, garanties, hausse du seuil de tolérance au risque?: comment les banques multilatérales peuvent-elles catalyser les capitaux privés??

Chair

- Sani YAYA / Ministre de l'Economie et des Finances, République Togolaise

Invités d'honneur

- Dr. Uzziel NDAGIJIMANA / Ministre des Finances et de la Planification Economique, République du Rwanda
- Carlos LOPES / Professeur, Université du Cap

Modérateur

- Adama Aristide OUATTARA / Financial Industry Leader, Deloitte Afrique

STRATEGIC ROUNDTABLE | Fraude, corruption et flux financiers illicites : renforcer et harmoniser les normes

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais

La Banque africaine de développement et la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (CoDA) ont lancé, en mars dernier, un projet triennal visant à apporter une réponse coordonnée aux flux financiers illicites (FFI) qui coûtent à l'Afrique près de 80 milliards de dollars par an. Ces lourdes pertes sont liées à divers facteurs notamment la faiblesse du système réglementaire et la complexité des lois commerciales, tels que des traités bilatéraux, qui permettent aux individus et aux entreprises de manipuler les prix et d'échapper à l'impôt. La lutte contre corruption et le blanchiment d'argent patît, quant à elle, de la faiblesse des cadres réglementaires : ni les systèmes juridiques nationaux, ni le système juridique international ne sont suffisamment dissuasifs pour empêcher de telles pratiques illicites. Cette table ronde qui réunit des représentants des secteurs public et privé explore des approches innovantes pour renforcer les normes.

Points de discussion

- Commerce et échange international: comment passer du bilatéralisme à des normes harmonisées, en particulier dans les secteurs sensibles à la FFI (par exemple, l'extraction et la construction)?
- Criminalité économique : comment renforcer le rôle des cellules de renseignement financier et leur coopération transfrontalière ?
- Face à la corruption, dans quelles mesures les acteurs économiques pourraient-ils consolider les législations actuelles ou assurer une mise en œuvre plus efficace de ces dernières sur le terrain?

Invités d'honneur

- Ibrahima NIANE / Directeur Risque et Conformité, Vista Group
- Manuel António Tiago DIAS / Gouverneur, Banco Nacional de Angola
- Mazen BOURI / Spécialiste principal du secteur financier, World Bank Group

Modérateur

- Zineb MARFOQ / Manager Senior, Mazars

PANEL | Finance et Transition climatique : l'Afrique, future championne des obligations durables ?

Les obligations vertes, sociales et durables (GSS) deviennent un moyen de refinancement incontournable, comme en attestent l'émission de l'obligation objectif de développement durable-ODD du Bénin ou les émissions obligataires vertes de Standard Bank et d' Access Bank. Malgré leurs sursouscriptions, plusieurs obstacles (problèmes de dette souveraine, manque d'expertise dans l'identification de projets bankables, etc.) entravent l'utilisation de ces instruments et en dépit de la dynamique des investissements dans l'atténuation du changement climatique (par exemple, énergies renouvelables), les GSS émises pour s'adapter au climat (par exemple, cultures résistantes) restent limitées. Comment l'Afrique, avec 0,2 % de parts de marché, peut-elle combler son retard et devenir l'un des premiers émetteurs obligataires GSS au monde ?

Points de discussion

- Obligations GSS souveraines et d'entreprises : quels enseignements tirer des premières émissions ?
- Identification des projets bankables : comment les exigences des investisseurs évoluent-elles ?
- Au-delà des énergies renouvelables : comment renforcer le business case des obligations vertes et durables ?

Chair

- Edoh Kossi AMENOUNVE / CEO, BRVM

Speakers

- Mustafa RAWJI / CEO, Rawbank
- Valérie-Noëlle KODJO DIOP / Directrice de l'innovation et du développement durable, BOAD
- Françoise LOMBARD / CEO, Proparco
- Dalia ABDEL KADER / Chef du Développement durable, Commercial International Bank (CIB)
- Bendjin KPEGLO / Directeur Général, Afrique de l'Ouest, African Guarantee Fund

Expert

- Deo ONYANGO / Spécialiste Senior, Finance climat, IFC

Modérateur

- Yinka IBUKUN / Reporter Principal, Bloomberg News

Titrisation dans l'UEMOA : enseignements de l'année 2023 et perspectives d'avenir

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation.

Plateforme unique d'échanges, Le FORUM DE LA TITRISATION EN ZONE UEMOA ET EN AFRIQUE a pour vocation de promouvoir la titrisation comme instrument de financement alternatif et complémentaire de l'économie, tout en saisissant les innovations techniques et financières.

Après une année 2023 riche en transactions emblématiques, cet événement sera une occasion unique de partager des expériences mais aussi d'échanger sur les perspectives et les défis de la titrisation dans la zone UEMOA et en Afrique. Il s'adresse à l'écosystème de la Titrisation, à savoir les sociétés de gestion de fonds communs de titrisation de créances (FCTC), les régulateurs, les sociétés de bourse et les institutions de financement du développement, ainsi que l'ensemble des initiateurs, bénéficiaires et intermédiaires opérationnels, banques et compagnies d'assurance.

Speakers

- Edoh Kossi AMENOUNVE / CEO, BRVM
- Ripert BOSSOUKPE / Secrétaire Général, AMF-UMOA
- Adjil Sokhna MBAYE / Directrice Générale BOAD Titrisation, BOAD

Modérateur

- Adama Aristide OUATTARA / Financial Industry Leader, Deloitte Afrique
- Pascal AGBOYIBOR / Managing Partner , ASAFO & CO

Keynote

- Sani YAYA / Ministre de l'Economie et des Finances, République Togolaise
- Sérgio PIMENTA / Vice-Président pour l'Afrique, Société Financière Internationale (SFI)
- Serge EKUÉ / Président, Banque Ouest Africaine De Développement (BOAD)

Closing remark

- Aliou MAIGA / Directeur Afrique des institutions financières, IFC

STRATEGIC ROUNDTABLE | Bâle III : Comment l'Afrique peut-elle tracer sa propre voie ?

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

La mise en œuvre des cadres réglementaires et prudentiels internationaux dans les banques africaines a été critiquée pour sa lenteur et son insuffisance. En 2023, seules l'Afrique du Sud (seul membre africain du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire) et l'Égypte ont totalement mis en place les dispositions de Bâle III, tandis que très peu de pays ont l'intention d'arriver à ce degré de conformité dans un avenir proche. Bien qu'il y ait un consensus sur le caractère inévitable de l'implémentation de Bâle III, certains acteurs clés du secteur ont souligné le besoin d'un cadre panafricain nécessitant des adaptations spécifiques. Cette table ronde réunissant des banques commerciales et des représentants des gouvernements discutera sur les dispositions et les moyens qui permettront la construction d'un tel cadre.

Points de discussion

- De 2022 à 2023 : Quel état des lieux de l'adoption de Bâle I, II, III sur les banques et les économies africaines ?
- Pondération des risques dans les secteurs prioritaires, critères d'éligibilité aux liquidités, calibrage des limites de concentration : Quelles sont les principales adaptations nécessaires ?
- Quel type de cadre réglementaire pourrait accélérer et harmoniser ces adaptations ?

Invités d'honneur

- Alassane KABORE / Directeur Général, Coris Bank International International Togo
- Romeo BOUBA / Directeur Général Adjoint Pôle Finance, AFG Holding
- Paula LEYNES / Regional Industry Manager, FIG Africa Upstream and Advisory, Eastern and Southern Africa, IFC

Modérateur

- Ibukun BEECROFT / Associée, Deloitte & Touche Nigeria

CONVERSATION WITH | Quelle prochaine étape pour les investissements de la Silicon Valley dans les fintechs africaines ?

Mareme Dieng supervise les activités dans la région Afrique de 500 Global (2,7 milliards de dollars d'actifs sous gestion au niveau mondial), une des sociétés de capital-risque les plus influentes de la Silicon Valley. Le groupe a investi d'une valeur d'un milliard de dollars dans 49 entreprises africaines, dont la fintech nigérienne Chipper Cash, et détient des participations dans plus de 100 entreprises africaines, telles que les fintechs SweepSouth (Afrique du Sud), MaxAB (Égypte), Asaak (Ouganda) et KaliSpot (Sénégal). Dans son dernier rapport intitulé "Global Rise Report", 500 Global place le Nigeria et l'Égypte parmi des 30 économies en développement avec le meilleur potentiel de pénétration des entreprises et de progrès technologiques. Dans un entretien exclusif, la ressortissante sénégalaise évoquera les nouvelles orientations de 500 Global en matière d'investissements en Afrique et l'impact du ralentissement économique mondial sur le financement des fintechs.

Speakers

- Mareme DIENG / Chargé de la Zone Afrique, 500 GLOBAL

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste économique, CGTN Afrique, CGTN/Bloomberg

STRATEGIC ROUNDTABLE | Agritech : la révolution tant attendue de l'agrofinance africaine ?

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

En dépit de ses vastes terres arables l'Afrique demeure la région la plus touchée par l'insécurité alimentaire alors qu'elle pourrait doubler sa productivité en pratiquant une agriculture intensive. Or grâce aux progrès de l'agritech (agents communautaires connectés, géocartographie, surveillance par satellite et numérisation des flux financiers), des équipements et de l'assurance agricoles ainsi que de plus en plus il est désormais possible de réduire considérablement les risques inhérents aux petites exploitations. Mais comment lever les freins et permettre à l'agrofinance de capitaliser sur l'agritech pour financer le secteur ? Cette table ronde à huis-clos réunissant des banques commerciales, assurances, membres de gouvernements et instituts de financement du développement examine comment l'agritech peut transformer le financement de l'agriculture en Afrique.

Points de discussion :

- Innovation : l'agritech, tout comme le mobile money pour l'inclusion financière, jouera-t-elle un rôle crucial dans la sécurité alimentaire ?
- Comment la technologie peut-elle réduire le coût de service et atténuer les risques de crédit ?
- Stimulation de la croissance : quels partenariats innovants mettre en place pour développer l'agrofinance et renforcer la sécurité alimentaire ?
- Atténuation des risques liés à l'agrofinance : rôle des décideurs politiques et des gouvernements ?

Invités d'honneur

- MAHMOUD BAH / Directeur des opérations, Corus International
- Ridha MEFTAH / Associé, EY Consulting Tunisie
- Hamza RKHA CHAHAM / Co-fondateur, SOWIT
- Temiloluwa OKEOWO / Conseillère Générale, Babban Gona

Modérateur

- Riadh NAOUAR / Directeur, FIG Afrique Amont et Conseil, Afrique de l'Ouest, Centrale et du Nord, IFC

PANEL Disrupters Club | Fintechs : Des partenariats bancaires avancés pour prolonger l'âge d'or ?

Effondrement de la Silicon Valley Bank, manque de liquidités, renforcement réglementaire : autant de signaux de la fin de l'âge d'or des fintechs africaines, qui pâtissent également d'une baisse de financement de 64 % en glissement annuel au premier semestre 2023. Des partenariats bancaires avancés dans les domaines des paiements, de l'open banking, de l'identification numérique, de la blockchain et des crédits personnel et corporate pourraient toutefois leur donner un nouvel élan. Mais avec le développement de capacités et la création de super-applications en interne, dans quelle mesure les banques commerciales auront-elles besoin des fintechs pour leur intégration verticale ? Quelles innovations ces dernières pourront-elles proposer pour développer leurs partenariats bancaires ?

Points de discussion

- Expérience client et IA : à quoi l'avenir des partenariats bancaires des fintechs ressemble-t-il ?
- Entre coopération et concurrence : des fintechs moins attrayantes pour les banques ?
- Partenariats, prise de participation, co-innovation : quels modèles pour établir des partenariats gagnant-gagnant ?

Speakers

- Richmond BASSEY / CEO, Bamboo
- Mansa NETTEY / CEO, Standard Chartered Ghana
- Cina LAWSON / Ministre de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale, République Togolaise
- Meagan RABE / Directrice principale de la gestion Fintech, Afrique subsaharienne, Visa
- Oku'na Quinta GALABE / Membre Comité exécutif, Ejara

Expert

- Mayowa KUYORO / Associée et responsable de la Fintech et des paiements pour l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afrique, McKinsey & Company

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste économique, CGTN Afrique, CGTN/Bloomberg

PANEL | Open finance : Créer plus de valeur grâce au big data

En mars dernier, le Nigeria mettait en place la première réglementation d'Afrique en matière d'open banking suite à l'adoption croissante des API ouvertes par les banques commerciales. Lutte contre la fraude, décisions de crédit accélérées, nouveaux produits personnalisés : les partenariats open finance se multiplient. En dehors du Nigeria cependant, certaines banques rechignent à ouvrir leurs API en raison de l'opacité réglementaire. A l'inverse, le rejet d'une proposition visant à centraliser et à contrôler l'accès aux API bancaires ouvertes au Nigéria montre que les réglementations peuvent aller trop loin. Le cloisonnement et la sous-exploitation des données bancaires et de mobile money, des métadonnées et des documents physiques causés par les partenariats individuels multiples soulèvent aussi des inquiétudes. Comment optimiser l'utilisation des données à l'ère de l'open finance ?

Points de discussion

- Centralisation des données et des API ouvertes : processus à adopter ou frein à l'innovation ?
- Services financiers personnalisés?: quels nouveaux produits contribueront à la performance financière du secteur ?
- Exploitation des données : comment l'IA peut-elle dynamiser l'Open finance ?

Speakers

- Winston REID / CEO, Alvin
- Sionle YEO / Groupe CEO, AFG Holding
- El Mehdi EL JAIR / CTO régional pour les services financiers, Huawei Northern Africa Enterprise
- Mohamed SAAD / Directeur Général Adjoint, Casablanca Stock Exchange

Expert

- Jean-Alain DICOUM / Fondateur et Associé principal, SiLoam Consulting

Modérateur

- John EVERINGTON / Rédacteur en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique, The Banker

CONVERSATION WITH | Dr. Herbert Wigwe, CEO, Access Holdings

Interviewer

- Nicholas NORBROOK / Rédacteur, The Africa Report

Interview

- Herbert WIGWE / CEO, Access Holdings

Closing remark

- Osamudiamé ADAMS / Associé, Mazars

STRATEGIC ROUNDTABLE | Instruments financiers sophistiqués : nouvelle source de financement prometteuse ?

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

L'Afrique est confrontée à un manque de financements sans précédent, à des taux d'intérêt plus élevés et à une pression accrue sur les taux de change. Le secteur privé éprouve également d'énormes difficultés à émettre des titres sur les marchés secondaires. En dépit des 1 600 milliards \$ supplémentaires nécessaires d'ici 2030 pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), les entreprises n'exploitent pas encore suffisamment les produits financiers sophistiqués tels que les obligations vertes, la titrisation et les fonds d'investissement. Les solutions proposées par les acteurs régionaux ne répondraient pas pleinement aux besoins des acteurs économiques ou aux caractéristiques des financements demandés. Cette table ronde réunissant acteurs du marché des capitaux et DFI discutera des solutions à mettre en place pour mieux répondre aux besoins du secteur privé.

Points de discussion :

- Comment éliminer les obstacles qui limitent le développement de nouveaux produits financiers structurés ou sophistiqués par les acteurs locaux ?
- Quel cadre légal et réglementaire mettre en place pour rassurer l'ensemble des acteurs locaux ?
- Comment soutenir l'écosystème et les acteurs régionaux pour qu'ils comprennent et adoptent ces produits ?

Invités d'honneur

- Francis MALIGE / Directeur Général, Chef du groupe des Institutions Financières, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)
- Adji Sokhna MBAYE / Directrice Générale BOAD Titrisation, BOAD
- Caline DJIOWA / Directrice , SolversX
- Bruce MULENGA / Manager - Transactions de marché, SEC Zambia

Modérateur

- Sidy DIAKHOUMPA / Manager Senio, Mazars

PANEL NIGERIA | Industrie financière nigériane : à l'aube d'un destin panafricain ?

Les institutions financières du Nigeria sont bien positionnées pour renforcer leur présence panafricaine, des acteurs tels qu'Access Bank ayant déjà élargi leur empreinte en Afrique francophone. Le secteur bancaire nigérian a récemment dû faire face à l'inflation, à des exigences en matière de réserves de liquidités qui ont rogné les bénéfices ainsi qu'à un régime de change dirigé. Cependant, un retour à l'orthodoxie économique de la banque centrale du Nigeria, l'unification des taux de change et une politique monétaire bien définie ont entraîné d'importants afflux de capitaux. Le Nigeria peut-il désormais capitaliser sur le départ des groupes bancaires internationaux pour se positionner en tant que hub financier international pour le continent ?

Points clés :

- Une présence grandissante : quelles opportunités s'offrent aux banques nigérianes pour étendre leur influence tant à l'échelle régionale qu'internationale ?
- Open banking, IA, fintech : comment le Nigeria peut-il aller plus loin dans la diffusion de bonnes pratiques à travers l'Afrique ?
- Financement du commerce et crédit à l'exportation : quel appui le secteur financier nigérian peut-il fournir aux banques du continent ?

Speakers

- Olayemi CARDOSO / Gouverneur, Central Bank of Nigeria
- Herbert WIGWE / CEO, Access Holdings
- Dahlia KHALIFA / Directrice régionale, Afrique centrale et Afrique de l'Ouest anglophone , IFC
- Marufatu Abiola BAWUAH / CEO UBA Afrique, United Bank For Africa (UBA)

Expert

- Osamudiamé ADAMS / Associé, Mazars

Modérateur

- Nicholas NORBROOK / Rédacteur, The Africa Report

STRATEGIC ROUNDTABLE | Women In Finance: Libérer les potentiels - atteindre la parité pour les investissements dans les start-ups

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Les startups dirigées par des femmes reçoivent moins de 3 % des investissements en capital-risque. Les entreprises fondées par des femmes, en particulier celles qui sont appuyées par des investisseurs en capital-risque féminins, font face à des défis majeurs pour obtenir un financement supplémentaire. De plus, il y a un notable déséquilibre dans la répartition des capitaux, avec moins de 20 fonds gérés par des femmes dans l'ensemble de l'Afrique. Bien que des fintechs dirigées par des femmes telles que Klasha et Ejara aient rompu avec les conventions en introduisant des innovations comme les paiements transfrontaliers numériques sur le marché, les entrepreneures continuent de se heurter à des préjugés profondément enracinés et à des inégalités structurelles. Une table ronde réunissant des fintechs, des institutions de financement du développement (DFI) et d'autres investisseurs se penchera sur la façon d'améliorer l'accès au financement et de libérer le vaste potentiel des entreprises dirigées par des femmes.

Points de discussion

- Investissement avec une perspective de genre: Comment intégrer une analyse de genre plus délibérée dans le processus de prise de décision en matière d'investissement?
- Quels obstacles les femmes ont-elles rencontrés pour attirer des investissements et comment peuvent-ils être surmontés ?
- Compétitions de présentation, accès aux investisseurs providentiels et aux hubs et incubateurs fintech: Comment accroître la visibilité des entreprises dirigées par des femmes?

Chair

- Mazamesso ASSIH / Ministre Chargée de l'Inclusion Financière et de l'Organisation du Secteur Informel, République Togolaise

Invités d'honneur

- Gwendoline ABUNAW / Directrice Générale Cameroun et Chef De Cluster Cemac, Ecobank

- Constant N'ZI / Directeur Adjoint, African Guarantee Fund
- Buhle GOSLAR / Membre du Board, Copia Global
- Yenita BAMBA / Directrice Régional Entreprises et Marchés Financiers, Afrique centrale et de l'Est, Société Générale
- Mary PORTER PESCHKA / Directeur régional, Hub de l'Afrique de l'Est, IFC

Modérateur

- Valerie NEIM / CEO, Brazza Transactions

PANEL | Assurance : Comment mieux absorber les risques pour préserver la rentabilité ?

Malgré une croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires des assureurs en Côte d'Ivoire et en Égypte au premier semestre 2023, les événements climatiques extrêmes affectent la rentabilité du secteur de l'assurance non-vie en Afrique et font grimper les coûts de réassurance. Ces conditions météorologiques sans précédent observées depuis début 2022 s'ajoutent aux défaillances du réseau électrique, à la concurrence accrue de l'insurtech, aux nouveaux régimes de capital basés sur le risque et à la pression pour se conformer à la nouvelle norme comptable (IFRS 17). Les bouleversements climatiques ne s'étant pas encore traduits par une augmentation de la souscription d'assurance, le secteur sera-t-il contraint de redéfinir les politiques de couverture et d'augmenter les primes, ou certains risques climatiques pourraient-ils être transférés aux marchés de capitaux ?

Points de discussion

- Inondations et sécheresses : revoir les clauses d'exclusion et les primes sans affaiblir la couverture
- Capital basé sur le risque : comment la réglementation devrait-elle adapter les exigences en matière de fonds propres face à l'escalade des risques ?
- Titres assurantiels (ILS) et obligations catastrophes : quelles possibilités de transfert des risques vers les marchés de capitaux locaux et internationaux ?

Speakers

- Jean-Marie TESSI / Ministre de l'Accès Universel aux Soins, République Togolaise
- Delphine TRAORE / CEO General Insurance, SanlamAllianz
- Lawrence NAZARE / Directeur Général Groupe, Continental Reinsurance
- Abenaa Kessewaa BROWN / Présidente, National Insurance Commission - Ghana
- Alain KANINDA / Directeur Général, Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA)
- Ken AGHOGHOVIA / Directeur Général Adjoint, Chef des Opérations, African Reinsurance Corporation

Expert

- Sana ATTIG / Directrice, Afrique Francophone, Deloitte Afrique

Modérateur

- Adama WADE / Directeur de publication, Financial Afrik

Side Event PAPSS sur le thème "Faciliter les paiements transfrontaliers en Afrique grâce au PAPSS"

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation.

Le **Pan-African Payment & Settlement System- (PAPSS)** organise une discussion privée sur la facilitation des paiements transfrontaliers en Afrique. Le PAPSS permet la circulation efficace de l'argent en toute sécurité à travers les frontières africaines, en minimisant les risques et en contribuant à l'intégration financière dans les régions.

Lors de cette rencontre exclusive, le PAPSS dévoilera également le « **Africa Trade Gateway** », une plateforme Internet en pleine expansion dédiée à la promotion du commerce international sur le continent africain.

STRATEGIC ROUNDTABLE | Repenser les PPP pour combler le déficit de financement des infrastructures

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Face aux besoins énormes de financements du développement dans les pays africains estimés à 100 milliards de dollars par an par la BAD et en raison de l'insuffisance des ressources internes, des contraintes de sollicitation de l'aide publique au développement et les problèmes d'endettement, le secteur privé est de plus en plus sollicité pour participer au financement du développement, notamment dans le cadre du partenariat public-privé (PPP). Cependant, il existe des risques tant pour les Etats que pour le secteur privé dus à l'inefficacité de certains PPP. Cette table ronde réunissant financiers, représentants du secteur privé et gouvernements interroge sur le modèle de PPP le plus approprié mettre en place fin de combler efficacement et durablement ce déficit infrastructurel.

Point de discussion

- Quels sont les secteurs et cadres de politique générale propices à la mise en place efficace des PPP dans le contexte des pays africains ?
- Comment tirer avantage des PPP sans affaiblir les finances publiques, ni menacer la stabilité budgétaire et macro-économique ?
- Quels rôles peuvent jouer les bailleurs de fonds et autres partenaires aux développements dans le recours à ce mode de financement??

Chair

- Manuella SANTOS / Ministre de la Promotion de l'investissement, République Togolaise

Invités d'honneur

- Mikael ZOURE / Responsable des Financements Structurés et des Multinationales, Coris Holding
- Kadidiatou FADIKA-COULIBALY / Administrateur Directrice Générale, Hudson & CIE
- Steven GRAY OBE / Représentant régional Afrique de l'Ouest , UK Export Finance
- Cynthia JIN / CFO, Ellipse Projects
- Ingrid AWADE / Directrice Générale, CNSS Togo

Modérateur

- Olivier BUYOYA / Directeur Régional Afrique de l'Ouest, IFC

STRATEGIC ROUNDTABLE | Du crédit à l'épargne : développer une culture de la micro-épargne numérique

Participation en s'inscrivant via l'appli AFIS ou sur invitation. Discussion en anglais.

Les gouverneurs de banques centrales, présents à l'AFIS 2022, ont présenté la micro-épargne numérique comme le domaine d'innovation le plus intéressant de l'industrie financière africaine. Ces cinq dernières années, particuliers et PME d'Afrique subsaharienne se sont tournés vers les comptes d'épargne numériques, tandis qu'une minorité d'acteurs restent fidèles aux services des institutions financières traditionnelles. Alors que des organisations comme KCB (Goal Savings account) ont rejoint M-Pesa (M-Shwari et M-Koba), de nombreuses banques rechignent encore à sauter le pas. Les coûts élevés d'implémentation risquent d'être difficiles à couvrir compte tenu de la méfiance vis à vis des banques et la préférence pour le mobile-money et les modèles traditionnels d'épargnes. Cette table ronde réunissant banques, représentants de gouvernements, fintechs et IFD interroge l'émergence d'une culture de la micro-épargne numérique profitable aux économies locales.

Points de discussion

- Education financière, regain de confiance et solutions intégrés : quelle synergie d'actions pour mieux éduquer les consommateurs à l'épargne ?
- Soutenir la croissance locale: comment l'avènement d'une épargne collective numérique pourrait-elle dynamiser les économies locales?
- Incitations, récompenses et taux d'intérêt : comment combiner attractivité des offres et rentabilité commerciale ?

Invités d'honneur

- Valens KIMENYI / Directeur du Développement et de l'Inclusion du Secteur Financier , National Bank of Rwanda
- Uzoma DOZIE / CEO, Sparkle
- Gildas N'ZOUBA / Directeur Général de SUNU Assurances VIE Côte d'Ivoire, Sunu Group
- Joshua CHIBUEZE / Co-fondateur, Piggyvest
- Jean YENGA / Responsable du développement commercial Fintech, Afrique occidentale et centrale, Visa CEMEA, Visa
- Karan BHALLA / Directeur de la croissance, CreditRegistry
- Cedrick OLOUFEMI MONTETCHO / Directeur de Business Development, BADEA

Modérateur

- Osamudiamé ADAMS / Associé, Mazars

PANEL | Un prêt en 10?secondes?: L'innovation et l'IA au service des MPME

Les banques commerciales, les institutions de microfinance et les acteurs de l'argent mobile espèrent révolutionner le secteur de la finance pour les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) grâce à des innovations telles que les données alternatives analysées par l'IA et le machine-learning pour accorder un crédit en quelques secondes. Cependant, tout en offrant des solutions bancaires plus rapides, plus transparentes, plus faciles et mieux adaptées aux clients des MPME, ces méthodes reposent sur l'expertise technique interne des banques et sur des partenariats de données parfois délicats qui pourraient entraîner des problèmes de confidentialité et décrédibiliser de l'usage de l'IA intégrée. Quelles sont les conditions requises pour devenir un leader dans les financements innovants des PME ?

Points de discussion

- Créances douteuses, rentabilité bancaire et accès des MPME au crédit?: l'IA et les données alternatives ont-elles fait leur preuve ?
- Renforcer les ensembles de données?: comment mettre en place des partenariats solides et combler les lacunes en matière de données ?
- Respect de la vie privée, prévention de la discrimination : dans quelle mesure la réglementation existante est-elle adaptée ?

Speakers

- Nana Araba ABBAN / Directrice Groupe de la Banque des Particuliers, Ecobank
- Anita D. UMUHIRE / CFO, Bank of Kigali
- Aliou MAIGA / Directeur Afrique des institutions financières, IFC

Expert

- Riadh NAOUAR / Directeur, FIG Afrique Amont et Conseil, Afrique de l'Ouest, Centrale et du Nord, IFC

Modérateur

- John EVERINGTON / Rédacteur en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique, The Banker

PANEL | Structures de défaillance et titrisation des NPL: Une bouée de secours pour les banques ?

Les prêts non performants (NPL) des banques commerciales ont augmenté de 5,5 % en glissement annuel au Maroc en 2022. D'autres pays africains sont également confrontés à cette hausse des NPL avec des ratios atteignant 21% en Angola et 11% au Kenya des suites de l'inflation. En Europe, la titrisation des NPL, soit leur vente à des investisseurs, et les structures de défaillance (entités juridiques rachetant des actifs risqués) ont été très efficaces pour délester les banques de leurs actifs toxiques, notamment en Espagne et en Italie. Malgré quelques tentatives au Nigeria par exemple avec l'AMCON, ces dispositifs restent limités en Afrique, notamment en raison d'une réglementation restrictive et du manque d'appétit des investisseurs. Alors que le Maroc va créer le premier marché secondaire des créances douteuses en Afrique, comment les banques peuvent-elles capitaliser sur ces outils de réduction des risques ?

Points de discussion

- Titrisation et structures de défaillance : quelles structures et garanties idoines pour attirer les investisseurs ?
- Marché secondaire des créances douteuses : quels ajustements réglementaires pour soulager les banques ?
- Quelles justes valeurs pour les NPL en l'absence de données historiques ?

Speakers

- Ripert BOSSOUKPE / Secrétaire Général, AMF-UMOA
- Ababacar Sadikh DIAW / CEO, Impaxis Securities
- Mohamed WADE / Directeur Général, Amandla Capital Real Estate
- Paul THIEBA / Président du conseil d'administration , IB Bank

Expert

- Ouns LEMSEFFER / Associé et co-responsable de l'Afrique francophone, Clifford Chance

Modérateur

- Ramatoulaye GOUDIABY / Directrice, Africa Financial Industry Summit (AFIS)

CONVERSATION WITH | L'avenir des cryptomonnaies en Afrique

L'entrepreneur américain spécialisé dans la tech Chris Maurice dirige Yellow Card, la plus grande bourse de crypto-monnaies centralisée d'Afrique (1,4 million d'utilisateurs et 1,75 milliard \$ de transactions depuis son lancement en 2019). Avec le soutien de la société Block fondée par Jack Dorsey, Yellow Card défie la finance traditionnelle en promettant aux Africains des transferts de fonds internationaux plus rapides et moins chers, ainsi qu'une plateforme pour échanger des bitcoins et d'autres crypto-monnaies. Dans un entretien avec Mamadou Toure, fondateur et CEO du Groupe Ubuntu, M. Maurice examinera les perspectives des crypto-monnaies en Afrique dans le sillage de la chute de FTX et des réglementations imminentes sur les actifs virtuels.

Speakers

- Chris MAURICE / CEO, Yellow Card

Modérateur

- Mamadou TOURE / Fondateur & CEO, Ubuntu Group

CONVERSATION WITH | Nouveau chapitre : stratégie des telcos dans les services financiers

Serigne Dioum, CEO du groupe MTN Fintech (MoMo, assurance, prêt de temps d'antenne et e-commerce), dirige un catalyseur important de l'inclusion financière en Afrique. Avec 60,5 millions d'utilisateurs de MoMo et 135,2 milliards \$ (+61,6%) de transactions au premier semestre 2023, l'activité fintech de l'opérateur basée à Johannesburg explore désormais de nouveaux partenariats pour renforcer sa collaboration historique avec Mastercard, qui a considérablement accéléré les activités de transfert d'argent de MTN. Dans une interview exclusive, M. Dioum aborde les orientations futures de MTN et d'autres opérateurs de télécommunications dans les services financiers, allant des API ouvertes à l'insurtech et aux paiements.

Speakers

- Serigne DIOUM / Directeur du numérique et de la fintech du groupe, MTN

Modérateur

- Frederic MAURY / Directeur Général Délégué Events, Jeune Afrique Media Group

PANEL Gouverneurs de Banque Centrale | Unions monétaires : l'avenir de l'Afrique est-il en train de se jouer ?

Les banques centrales africaines sont au cœur d'un débat politique crucial pour l'avenir monétaire du continent. D'un côté, le bloc élargi des BRICS, sous l'impulsion de l'Égypte et de l'Éthiopie, privilégie la dédollarisation via l'accroissement des échanges en monnaie locale ou une monnaie d'échange commune. De l'autre côté, les nations africaines sont encouragées à former une union monétaire dans le cadre de l'AfCFTA. Celle de l'Afrique de l'Est, initialement prévue en 2024, est désormais envisagée pour 2031, tandis-que le président kenyan William Ruto a proposé en juin une monnaie africaine unique, idée qualifiée « d'impossible » par le directeur de la banque centrale d'Afrique du Sud. Dans ce contexte, quelle forme d'union monétaire et de stratégie de monnaie de réserve ou d'échanges commune renforcera la position économique de l'Afrique ?

Points de discussion

- Nationale, commune à l'Afrique, régionale ou BRICS : quelles stratégies monétaires pour prospérer ?
- Union monétaire : comment résoudre le problème de la convertibilité des monnaies nationales ?
- Des taux d'intérêt élevés et divergents pourraient-ils freiner l'évolution vers des monnaies unifiées ?

Speakers

- Jean-Claude Kassi BROU / Gouverneur, BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest)
- Aivo ANDRIANARIVELO / Gouverneur, Banque Centrale de Madagascar
- Olayemi CARDOSO / Gouverneur, Central Bank of Nigeria
- Manuel António Tiago DIAS / Gouverneur, Banco Nacional de Angola

Modérateur

- Ramah NYANG / Journaliste économique, CGTN Afrique, CGTN/Bloomberg